

## Les Russes préparent le remplacement de Bachar el-Assad?



Depuis leur intervention militaire fin septembre 2015, les Russes ont toujours eu dans l'idée de changer le pouvoir politique en place à Damas. Vladimir Poutine sait pertinemment que Bachar el-Assad, mais aussi sa famille, sont devenus des repoussoirs pour la communauté internationale. Aucune solution ne peut être négociée tant qu'elle sera aux affaires.

Avec Alain  
Rodier

### Et il va bien falloir négocier car la situation est aujourd'hui figée sur le terrain

En résumé, les forces gouvernementales syriennes, bien que harcelées, tiennent l'Ouest du pays à l'exception de la poche d'Idlib située au Nord-ouest adossée à la Turquie. Cette enclave rebelle ne peut être récupérée militairement car les forces syriennes, même appuyées par les milices étrangères pilotées par Téhéran et par l'armée russe, n'en ont pas les moyens techniques et humains. L'ennemi est trop fort (entre 30 000 et 60 000 activistes aguerris noyés au milieu de 2,5 millions d'habitants sur un terrain difficile) et, en cas d'urgence, il peut être soutenu directement par Ankara. En effet, la Turquie qui accueille déjà près de trois millions de réfugiés n'a pas les moyens d'en recueillir de nouveaux. Une offensive gouvernementale syrienne serait catastrophique dans ce domaine.

Quand à la partie de la Syrie située à l'est de l'Euphrate, elle ne peut pas non plus être reconquise sur les Forces Démocratiques syriennes (FDS) constituées majoritairement de militants kurdes du PYD (parti de l'union démocratique) proche cousin du PKK, tant que les Occidentaux les soutiendront. Certes les Américains se désengagent progressivement de Syrie mais il semble que les Britanniques et les Français augmentent leurs effectifs sur place. Les Allemands sollicités par Washington, ont refusé de s'engager directement.

Les États-Unis se retirent de Syrie progressivement car leurs intérêts directs se situent aujourd'hui sous d'autres cieux (en Extrême-Orient), la Turquie de son côté tient à préserver la sécurité à sa frontière sud en faisant une fixation sur le PKK, l'Iran a d'autres soucis avec les sanctions américaines et la tension qui est en train de monter avec l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis, ces derniers ne veulent plus mettre le pied dans ce borborygme et enfin la Russie a obtenu ce qu'elle voulait (sa présence militaire pour les cinquante années à venir), etc. . Toutes les conditions sont donc réunies pour débiter des négociations sérieuses, mais sans les Assad.

**Le problème, c'est que la possibilité politique envisagée par Moscou pose aussi problème puisque les candidats potentiels à la succession du clan Assad sont déjà sur les listes noires occidentales** avec, en toile de fond, un éventuel passage devant la cour pénale internationale pour des crimes imprescriptibles.

Alors qu'en est-il du successeur possible à Bachar el-Assad ?

**Le major général Ali Mamlouk, proche conseiller de Bachar el-Assad, un des membres fondateurs des redoutables services de renseignement de l'Armée de l'Air a été nommé dimanche 7 juillet vice-président chargé de la sécurité.** Il occupait précédemment les fonctions de chef du bureau de la sécurité nationale, c'est-à-dire qu'il coordonnait l'action de l'ensemble de ces

---

services secrets syriens. Problème, il est sous le coup de nombreuses procédures à l'étranger et particulièrement en France où il est poursuivi pour « complicité d'actes de tortures, complicité de disparitions forcées, complicité de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de délits de guerre ». Globalement, il est interdit de déplacement en Occident.

Toutefois, ses fonctions passées l'ont amené à rencontrer de nombreux responsables étrangers, soit en Syrie, soit ailleurs. Il s'est ainsi rendu officiellement à Moscou, au Caire et à Amman. Plus discrètement, il aurait été reçu à Ankara, à Djedda et même à Rome (à moins que, pour cette destination à haut risque pour lui - il pouvait y être arrêté -, ce ne fut un de ses proches collaborateurs). Il aurait rencontré - entre autres -, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman (MBS) qui lui aurait réservé un accueil favorable. Et il est de notoriété publique que MBS a l'oreille du président Donald Trump. Ce dernier pourrait très bien se passer de l'avis de l'Europe (ce ne serait pas une première) pour obtenir un début d'accord qu'il pourrait présenter comme un succès personnel lors de la prochaine élection présidentielle de 2020. De plus, Mamlouk serait sunnite même si cette appartenance religieuse est remise en question par quelques observateurs. À noter que ce serait aussi le cas de plusieurs nouveaux nommés ce qui, politiquement, n'est pas neutre en Syrie à majorité sunnite mais dont la plupart des dirigeants actuels sont alaouites (obédience considérée comme proche du chiisme).

Les Russes connaissent parfaitement le général Mamlouk avec qui ils entretiennent des rapports étroits depuis de nombreuses années, même avant la fin de l'URSS.

Le major général Mohammed Dib Zaitoun, le chef de la Direction générale des renseignements généraux (le principal service de renseignement civil syrien) remplace Mamlouk comme chef du bureau de la sécurité nationale. Lui aussi serait sunnite. Toutefois, il figure également aussi sur les listes noires occidentales. Il est lui-même remplacé à son précédent poste par le major général Houssam Louqa.

Dans le cadre de ce jeu de chaises musicales, Jamil Hassan - atteint par un cancer - a été remplacé à la tête des services de renseignements de l'Armée de l'Air syrienne (qu'il dirigeait depuis 2009) par son numéro deux, le major général Ghassan Ismail. Nasser el-Ali a succédé à Houssam Louqa à la tête de la Direction générale de la sécurité politique ; le major général Nasser Diba a pris la direction de la sécurité criminelle en remplacement de Safwan Safwan Issa, etc. . En mars, le major général Kifah Moulhem avait déjà succédé à Mohamad Mahala (qui avait fait valoir ses droits à la retraite) à la tête des renseignements militaires.

En résumé, **tous les responsables des services de renseignement ont été remplacés et ce ne peut pas être un hasard. D'aucuns voient l'influence de Moscou qui reprendrait le pas sur Téhéran en Syrie.** Il va falloir encore attendre pour affirmer que les Russes ont vraiment pris la main en Syrie. Le problème, c'est que, comme d'habitude, ce sont les populations civiles qui payent le prix fort à la continuation de cette situation de guerre civile qui perdure maintenant depuis 2011. Il serait plus que temps que cela s'arrête.